

POINT DE VUE

«Les dernières augmentations des pensions de retraite, une sorte de trompe-l'œil»

Pour mieux comprendre les dernières augmentations des pensions et allocations de retraite «dites exceptionnelles» car reportées de la dernière tripartite et décidées lors du Conseil des ministres du dimanche 18/12/2011, financées à la charge du budget de l'Etat, et longuement attendues par les 2 400 000 retraités, j'ai procédé à une étude succincte à l'aide d'exemples concrets consistant à faire une vraie simulation d'augmentation des pensions et là, j'ai constaté, malheureusement, que ces augmentations ne sont plutôt qu'une sorte de trompe-l'œil, particulièrement pour les basses et moyennes pensions.

Ces augmentations ne reflètent donc nullement les résultats escomptés qui visent au contraire à aboutir à une réelle justice sociale qui tendrait au mieux à une meilleure mise à niveau de ces pensions, et par voie de conséquence à un meilleur pouvoir d'achat au même titre que pour nos frères actifs. A titre de rappel, tel que décidé et détaillé par le ministre au Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale lors de son point de presse du lundi 19/12/2011 (*Le Soir d'Algérie* du mardi 20/12/2011), les paliers et les taux d'augmentation dégressifs ont été fixés comme suit : +30% pour les pensions inférieures ou égales à 15 000 DA ; +28% pour les pensions supérieures à 15 000 DA et inférieures à 20 000 DA ; +26% pour les pensions supérieures à 20 000 DA et inférieures à 25 000 DA ; +24% pour les pensions supérieures à 25 000 DA et inférieures à 30 000 DA ; +22% pour les pensions supérieures à 30 000 DA et inférieures à 35 000 DA ; +20% pour les pensions supérieures à 35 000 DA et inférieures à 40 000 DA ; +15% pour les pensions égales ou supérieures à 40 000 DA. Pour ma part, j'ai souhaité que le facteur très important à savoir «ancienneté des pensions» ne soit pas occulté pour obtenir une meilleure justice sociale car l'augmentation nette obtenue est comme suit (voir tableau de simulation) : Pour le palier de «+30%», l'augmentation nette varie entre 4 000 DA et

5 000 DA. A noter que pour ce tout 1^{er} palier — concernant les plus faibles pensions —, c'est-à-dire celles qui sont inférieures à 15 000 DA, ces augmentations ne sont finalement qu'une sorte d'alignement, avoisinant le nouveau SNMG, qui est de 18 000 DA à partir du 1^{er} janvier 2012. Or, le montant minimum des pensions de retraite ne peut être inférieur à 75% de ce SNMG, soit 13 350 DA conformément à l'article 16 de la loi n°83-12 du 02/07/1983 relative à la retraite modifié par l'article 1^{er} du décret législatif n°94-05 du 11 février 1994.

Pour le palier de «+28%», l'augmentation nette varie entre 4 200 DA et 4 900 DA, avec un taux réel d'augmentation rabaisé jusqu'à 23% après déduction des cotisations de Sécurité sociale et d'IRG. Pour le palier de «+26%», l'augmentation nette varie entre 4 600 DA et 5 000 DA avec un taux réel d'augmentation rabaisé jusqu'à 21% après déduction des charges sociales et de l'IRG.

«Et observez donc cette injustice» !

Pour le palier de «+24%» l'augmentation nette varie entre 4 900 DA et 5 000 DA, avec un taux réel d'augmentation rabaisé jusqu'à 16% ; pour le palier de «+22%», l'augmentation nette varie entre 4 000 DA et 5 600 DA avec un taux réel d'augmentation rabaisé jusqu'à 13% ; pour le palier de «+20%», l'augmentation nette varie entre

5 700 DA et 6 600 DA avec un taux réel d'augmentation rabaisé jusqu'à 16%. Par contre, pour le dernier palier de «+15%», qui concerne les pensions supérieures à 40 000 DA, l'augmentation nette varie comme suit : 5 000 DA pour une pension de 40 000 DA, ce qui équivaut aux précédents paliers. Mais pour les autres pensions supérieures à 40 000 DA, l'augmentation est plus conséquente : 13 000 DA pour une pension de 95 000 DA ; 15 000 DA pour une pension de 115 000 DA ; 20 000 DA pour une pension de 150 000 DA ; 28 000 DA pour une pension de 200 000 DA ; 43 000 DA pour une pension de 300 000 DA ; et une augmentation nette de 58 000 DA pour une pension de 400 000 DA.

Et observez donc cette injustice, une augmentation de plus de 48 000 DA (4,8 millions de centimes) pour l'aisé qui touche une pension de 300 000 DA (30 millions de centimes) et une augmentation de plus de 58 000 DA (5,8 millions de centimes) pour l'aisé qui touche une pension de 400 000 DA (40 millions de centimes) ! Et en face de ça, une augmentation variant à peine de 4 000 DA pour les petites pensions.

Où est donc cette justice sociale tant recherchée ? C'est pourquoi, je

demande à notre frère secrétaire général de la FNTR-UGTA, Smail Allaouchiche, de revoir son avis sur ces dernières déclarations car, pour ma part, il se trompe en annonçant à chaud, en marge du point de presse animé par le ministre du Travail, je cite : «Nous sommes très heureux et contents de cette augmentation qui réhabilite la dignité des retraités, lesquels peinent à boucler les fins de mois.» «Nous attendions cette augmentation depuis quelques mois, mais, franchement, nous ne nous attendions pas à ce taux», s'est-il réjoui, «remerciant» le président de la République pour ce «geste» envers les retraités, et donc il est très satisfait (voir *Le Soir d'Algérie*, rubrique «Soir retraite» du 2011/12/27).

Au contraire, les pensions élevées qui atteignent les seuils élevés (150 000 DA, 200 000 DA, 300 000 DA et 400 000 DA, etc.) sont des pensions en général toutes récentes et pas du tout anciennes, donc calculées sur des salaires récents et actualisés. Ce qui veut dire que ces pensions sont, à mon avis, doublement actualisées au détriment des plus anciennes, alors que toute la problématique résidait en un relèvement conséquent de ces anciennes

et petites pensions, au diapason des salaires des actifs qui ont bénéficié de plusieurs augmentations depuis 2008, donc ajustés à l'actuel pouvoir d'achat. En conclusion et chiffres à l'appui, je peux donc certifier que cette augmentation avantage plutôt les pensions élevées et indexées sur des salaires élevés, eux aussi dans leur majeure partie très récents, et ce, au détriment des plus basses et moyennes pensions qui, pour la plupart d'entre elles, sont indexées sur les anciens salaires très faibles, lesquels en principe nécessitent eux-mêmes d'abord une actualisation par un système de coefficient dégressif qui doit prendre en considération surtout le facteur «ancienneté de pension».

En ce sens que plus la pension est ancienne, plus le coefficient est élevé ; et plus la pension est récente, plus ce coefficient est faible pour être carrément nul pour les 2 dernières années par exemple, moyennant un petit rappel avec un effet rétroactif à compter au moins à compter du 1^{er} janvier 2008 comme pour les actifs et ce, tel qu'opéré dans la dernière actualisation des pensions de retraite de 2006/2007.

M. Benmoumene,
Aïn-Defla 44000

La FNTR, affiliée à l'UGTA, réclame la révision de la loi 83-12 relative à la retraite

Après la décision du gouvernement d'augmenter les pensions, les retraités reviennent à la charge. Lors de leur réunion, le 4 janvier dernier, les cadres syndicaux retraités de la FNTR, affiliée à l'UGTA, ont réclamé la révision de la loi 83-12 relative à la retraite.

Ils interpellent le Premier ministre et les présidents de l'APN et du Sénat afin de prendre en charge le reste de leurs revendications présentées lors de la dernière tripartite. Dans le dossier présenté par l'UGTA, les retraités demandent la révision de l'article 16 ayant trait au droit acquis du minimum de la pension à 100% au lieu de 75% du SNMG actuellement. Ils demandent également l'octroi du coefficient d'actualisation des salaires à chaque fois qu'il y a relèvement du SNMG, pour «réduire le fossé qui se creuse entre les pensions et les salaires d'un même poste de travail».

Ils demandent aussi l'exonération de l'IRG à toutes les pensions et allocations de retraite. Pour ce qui est de l'âge du départ à la retraite, qui demeure objet de débat des travailleurs actifs, la FNTR demande l'annulation des dispositions de l'ordonnance 97-13 relative à la retraite proportionnelle et sans condition d'âge.

Elle réclame la reversion des pensions de cette catégorie de retraités, en retraite normale, dès lors que l'attributaire a atteint l'âge de 60 ans. Pour le calcul des cotisations pour la retraite, la FNTR demande la validation des années de service national en faveur des pensions de retraite proportionnelle et sans condition d'âge, dès lors que l'attributaire a atteint l'âge de 60 ans. Et de «rembourser la CNR (Caisse nationale des retraites) des sommes ayant servi au financement des dispositions de l'ordonnance 97-13, depuis 1997, afin de rétablir l'équilibre budgétaire de cette caisse», soulignent les cadres syndicaux retraités de la FNTR.

Sont également inscrits au registre des revendications, un relèvement de la majoration pour conjoint à charge, qui est restée figée à 1 731 DA depuis 1998 pour plus de la moitié des pensions, ainsi qu'une actualisation des pensions attribuées avant août 1996, à l'instar de celles qui ont bénéficié de cet avantage, après cette date. L'autre revendication de la fédération a trait à

l'uniformisation du montant des allocations familiales à 600 DA/mois/enfant, et ce, quel que soit le montant de la pension perçue. La FNTR appelle également au décompte des 7,5 années accordées aux fils de chahid partis en retraite avant la promulgation de la loi sur le chahid et le moudjahid.

Pour un taux de revalorisation des pensions pour l'année 2012 d'au moins 15%

Cependant, la FNTR trouve que si l'augmentation exceptionnelle des pensions à la charge du budget de l'Etat vient à point nommé «compenser un tant soit peu les faibles revenus des retraités, elle ne suffit pas, à elle seule, pour couvrir les besoins imposés par l'inflation qui sévit dans notre pays». Se basant sur ces arguments, les cadres syndicaux retraités de la FNTR sollicitent le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, afin de leur accorder un taux de revalorisation des pensions pour l'année 2012 d'au moins 15%, dans le but de compléter les mesures de solidarité décidées par le président de la République, d'autant, notent-ils, que le budget de la CNR devrait être renfloué par les augmentations salariales accordées aux deux millions de fonctionnaires, et par le relèvement du SNMG.

«Ceci est d'autant plus vrai que l'embellie financière engendrée par un surplus de cotisations sociales depuis 2008 est venue renflouer le budget de la Caisse nationale de retraite, suite au relèvement des salaires pour les actifs», expliquent-ils dans une déclaration finale qui a sanctionné les travaux de la réunion.

Ces révisions à la hausse des salaires devraient, selon eux, rapporter quelque 75 milliards de DA de plus chaque année à la CNR. À cela, ils ajoutent l'augmentation du SNMG dès le mois en cours qui générera un surplus de cotisations évalué à plus de 10 milliards de dinars. «Cette aisance financière pourrait donc soulager le portefeuille des retraités par l'octroi des 15% de hausse...», affirment les membres de la fédération.

LSR

COLÈRE CHEZ LES RETRAITÉS À ANNABA

Appels incessants à corriger les inégalités et l'injustice sociale

La contestation couve dans les milieux des retraités à Annaba. Ces derniers estiment que l'augmentation des pensions décidée par le gouvernement le mois dernier ne répond pas à leurs attentes, car elle ne s'est basée sur aucun critère ni fondement moral garantissant l'équité et l'égalité sociale. Le rééchelonnement, l'effacement des dettes, les agios à coups de milliers de milliards de DA pour des entreprises privées, en plus des augmentations faramineuses des salaires de 48 à 121% aux fonctionnaires de tous les corps de l'Etat, avec rappel massif à compter de l'année 2008, sont des motifs forts qui montrent que les retraités n'ont eu que des miettes du «grand festin» des augmentations des salaires pour les actifs.

La différence est de taille, l'écart est énorme. Certes, cette valorisation est la bienvenue en ces moments pénibles, mais l'attribuer par paliers d'une manière arbitraire, autoritaire et aléatoire, est non seulement un mépris envers les pensionnés, mais aussi une gifle à l'UGTA et à la FNTR, insistent certains d'entre eux.

Malgré les appels incessants pour corriger les inégalités et l'injustice sociale, le gouvernement a affiché clairement sa position de favoriser les hautes sphères de l'Etat et d'enrichir les trabendistes au détriment de ceux du bas de l'échelle, tiennent-ils à ajouter. Les retraités avec leur pension dérisoire ne sont plus en mesure de payer l'électricité, le loyer et encore moins le gaz et l'eau.

«La dégradation de la situation sociale, l'inflation galopante, le chômage endémique et l'affaiblissement du pouvoir d'achat sont les résultats de l'incompétence inouïe des décideurs», selon nombre de retraités. La revalorisation de l'indemnité de la femme au foyer, la révision de la base du système de calcul de l'IRG et l'application du droit de jouissance des œuvres sociales, dont la gestion doit être transparente, sont à satisfaire pour redonner de l'espoir aux retraités.

LSR